

le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Dix-septième année N°756 vendredi 12 janvier 2024 - 8 DH -

Directeur de la publication Abdellah Chankou

Confus **DE CANARD**

Le grand nettoyage a-t-il commencé ?

P2

Business de façade



Abdenbi Bioui.

Comment Bioui bétonnait ses marchés publics...

P8

L'école publique toujours paralysée

Les faux calculs de Benmoussa



P6

L'Espagne, l'Irlande et la Belgique pro-palestiniens

LES RAISONS D'UN SOUTIEN

Ils incarnent la mauvaise conscience de cet Occident hypocrite et décadent qui a vendu son âme au diable sionsite en fermant les yeux sur les massacres sauvages de dizaines de milliers d'enfants et de femmes palestiniens toujours en cours à Gaza.

P10

Secteur public

Les appels à la grève se multiplient...

P4

Le PAM menaçant...

P4

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Abdellatif Ouahbi



C'est hallucinant

P14

LE WAC ENCHAÎNE LES DÉFAITES DEPUIS L'ARRESTATION DE SON PRÉSIDENT POUR TRAFIC DE DROGUE...



Carrefour Market dans le viseur de BDS



Zouhair Bennani.

P11



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

Le grand nettoyage a-t-il commencé ?

A ce rythme d'expédition à l'ombre de députés pour divers délits, le Parlement finira par tenir ses réunions en prison, s'exclama dans une boutade un internaute dans la foulée de l'emprisonnement des deux figures du PAM, Said Naciri et Abdenbi Bioui, pour trafic de drogue et blanchiment d'argent. Le président du Wac et le patron de la région de l'Oriental ont rejoint à Oukacha l'ex-ministre et également député, le MP Mohamed Moubdii en détention provisoire depuis avril 2023 en raison de sa mauvaise gestion de la commune de Fkih Ben Saleh pour tenir compagnie à un autre député, de l'UC celui-là, Babour Sghir condamné en mars 2022 à cinq de prison ferme pour escroquerie. Entretemps, les deux prisonniers verront débarquer un autre collègue, le RNI Mohamed El Hidaoui et président de l'Olympique de Safi qui a écopé en août dernier de 18 mois de prison ferme dans l'affaire du trafic des billets du Mondial de Qatar. Un autre député RNI de Fès, Rachid El Fayek, purge depuis l'été dernier une peine de 5 ans pour viol sur une mineure souffrant d'un handicap mental. La liste s'allonge avec l'obtention en novembre 2023 par le député UC d'El Ghrab Yassine Radi d'un séjour pénitencier d'un an pour non-assistance à personne en danger lors d'une soirée bien arrosée avec des filles de petite vertu et la mise en détention provisoire d'un député USFP Abelkader El Boussairi accusé en sa qualité de vice-président de la mairie de Fès de plusieurs infractions comme les détournements de fonds publics, abus de biens sociaux, corruption et falsification de documents officiels. D'autres députés et présidents de commune sont dans le collimateur et risquent de troquer leur siège parlementaire contre une place dans une petite chambrée. Cela fait évidemment beaucoup de responsables politiques sous les verrous. Jamais le Maroc n'a connu autant de cas de députés et d'élus déchus pour des actes répréhensibles par la loi et que la morale réprouve. Mais faut-il s'en étonner lorsque l'on sait que cette situation n'est que la résultante d'une longue dérive des structures partisanes et le dévoiement de l'exercice et de la militance politiques dans ce pays. Les Naciri, Bioui et les et leurs semblables ont été enfantés par cet état de délitement très avancé de ce qui fait la noblesse de l'engagement et du service du pays. Dans un système politique profondément malade et dont le discrédit qui le frappe ne fait que s'aggraver au fil des années, ces profils obscurs, nantis en avoirs d'origine souvent douteuse et pas en savoir dont a besoin le pays pour avancer, sont devenus la norme et la normalité. Faisant étalage de manière ostentatoire de leurs attributs d'opulence suspecte, ils ont même commencé à faire de l'ombre aux fameuses notabilités locales qui sont en train de vivre leurs dernières heures de gloire. Ce sont eux qui sont aux-avants-postes, peuplent les communes, accèdent aux mandats électifs et à la responsabilité sportive. Dans cet univers de toutes les opacités et des micmacs, la probité et la compétence sont devenues l'exception qui a très peu de

chances d'émerger par le suffrage universel. La mauvaise monnaie chassant la bonne, selon la fameuse loi de Gresham, les institutions politiques sont affaiblies et se démontent. L'affaire Naciri-Bioui avec tout ce qu'elle promet encore de révéler et de faire tomber comme nouvelles têtes montre à quel point les instances de représentation nationales, parlementaires et partisanes, ont été investies par les barons de la drogue en quête de protection, de respectabilité et de couverture à leur business illicite. Si le phénomène n'est pas nouveau - des élus étant régulièrement arrêtés et condamnés pour leur implication dans des réseaux de trafic de cannabis - il semble qu'il a pris de l'ampleur et une nouvelle dimension au cours de ces dernières années avec l'intrusion dans le paysage des drogues dures comme la cocaïne. Au diable la compétence et la probité ! Glorifiées juste dans les discours, ces valeurs ne font pas vraiment le poids face aux arguments sonnants et trébuchants. Il suffit d'en avoir suffisamment dans ses coffres forts pour pouvoir animer le souk électo-

l'unique est l'assise financière du candidat, les filtres de la représentation, censés permettre la sélection des bons éléments et l'écrémage de l'élite, deviennent inopérants, voire superflus. Au grand bazar de ces boutiques faussement politiques, seule domine la logique arithmétique avec comme seul souci de faire élire par n'importe quel moyen suffisamment de candidats pour pouvoir aller à la soupe. La quantité plutôt que la qualité. Là où l'on voit que les élus sont juste des chiffres et non des êtres. C'est dans ces brèches grandes ouvertes que s'engouffrent les trafiquants de tout genre, se faisant ouvrir un grand boulevard par des chefs de partis peu scrupuleux qui les courtisent en leur faisant même des courbettes. Peu importe l'origine de leur fortune ou s'ils justifient d'une quelconque expertise! Comme leurs aînés, les nouveaux entrants, qui parviennent à se faire coopter au sein des instances dirigeantes de leurs partis respectifs alors qu'il n'y ont jamais milité auparavant, sont appréciés à l'aune de leur générosité pour prendre en charge les frais d'organisation d'un congrès du parti ou financer les déplacements du chef et ses désirs. Preuve que les partis sont des coquilles vides qui ne sont attrayants dans leur grande majorité que pour les opportunistes de tout poil, les personnes à la moralité douteuse et les voleurs de l'argent public... Résultat : les intérêts de la collectivité se perdent dans les méandres du nivellement par le bas, engendré par un Parlement et des collectivités territoriales peuplées de personnages louches et sans aucune qualification. Sauf lorsqu'il s'agit de rouler pour des intérêts strictement personnels ou par procuration. Certains pour se servir dans le banquet communal en réalisant un retour sur investissement. Par le recours à la corruption électorale. D'autres pour s'offrir une certaine respectabilité de façade et blanchir leur argent facile souvent sale en nouant des relations troubles au cœur des centres du pouvoir. Les trafiquants de drogue qui se cachent derrière des mandats électifs sont les plus dangereux à cause de leur capacité à gangrener les institutions politiques et de les vider de leur légitimité. Les autorités, police et justice, doivent continuer à les débusquer et les combattre. L'arrestation des deux personnalités du PAM semble avoir fait sonner l'heure des comptes.

La réhabilitation de l'action politique, sans cesse prônée par le souverain dans ses discours, est à ce prix. Celui du nettoyage des Écuries d'Augias. Qui gagnerait sans doute à être accompagné d'un aggiornamento en vue de provoquer une restructuration en profondeur des partis qu'il s'agit de remettre sur la voie de la compétence et de l'intégrité. On ne bâtit pas un pays sur des bases solides avec une gouvernance politique minée, voire gangrenée, qui concourt à la baisse généralisée du niveau à laquelle nous assistons, dominée par des petits profils aux commandes politiquement très peu construits. Et que la gestion chaotique du dossier des enseignants a mise en lumière... ▸

On ne bâtit pas un pays sur des bases solides avec une gouvernance politique minée, voire gangrenée, qui concourt à la baisse généralisée du niveau à laquelle nous assistons.

ral par l'achat massif des voix pour décrocher sans coup férir la précieuse accréditation en damant souvent le pion aux candidats de valeur ou aux militants maison. Pas de place ni d'avenir pour les profils désargentés qui n'ont comme argument à déployer que leur esprit de militance ou preuves de compétence. Le triomphe de l'argent sale, utilisé dans des proportions phénoménales afin de s'assurer un siège sous la coupole, dans une collectivité territoriale ou au sein d'une chambre professionnelle, a fini par fausser les règles du jeu. Il faut vraiment être naïf pour croire que le candidat qui dépense plusieurs millions de dirhams dans une campagne électorale après avoir souvent payé très cher son accréditation accepte de se délester de ces montagnes d'argent pour les beaux yeux de ses électeurs ou pour servir la collectivité... Il s'agit pour l'intéressé d'un investissement qu'il s'arrangera, une fois élu, de faire fructifier par tous les moyens. Bonjour l'incurie locale dans toute sa splendeur. Dans ce contexte où le principal critère pour ne pas dire

Pour vous qui donnez la vie et pour tous les Marocains



AKDITAL
Des soins et des liens

Leader du secteur privé de la santé au Maroc

www.akdital.ma





Côté BASSE-COUR



Viande bovine

Le Maroc va encore importer !

Comme le cheptel national est en voie d'extinction en raison de plusieurs facteurs, le gouvernement a décidé d'importer au cours de 2024 du bétail destiné à l'abattage. Le ministre de l'Agriculture met la dernière main à un cahier des charges relatif à ce programme qui fait saliver les agents importateurs, dont certains sont des députés de la majorité.

La loi des Finances a prévu l'importation de 200.000 têtes, avec exonération de la taxe sur la valeur ajoutée et des droits de douane pour stabiliser l'offre en viandes et assurer un niveau des prix acceptable. Dans les boucheries, les prix au kilogramme ont connu ces dernières semaines une nouvelle hausse de l'ordre de 30% à 35% par rapport à l'année précédente, avec des variations marquées selon les régions, allant de 85 à 90 DH/kg en milieu rural et de 100 à 120 DH/kg dans les villes. Si la sécheresse persiste, l'exé-



Le cheptel national en danger...

tif sera obligé de lancer pour cette année encore un programme d'importation d'ovins pour la fête du sacrifice qui ne bénéficiera pas, comme ce fut le cas l'année dernière, de la subvention de 500 DH par tête. Or, le ministre Mohamed Sadiki a envoyé il y a deux mois une mission de prospection en Roumanie en prévision de l'Aïd Al Adha. Qui sont les moutons de la farce ?

Affaires Naciri-Bioui

Le PAM menaçant...

L'affaire du trafic de drogue «Malien», ou sont impliquées deux figures du PAM, s'est imposée lors de la réunion du Bureau politique du parti, le jeudi 4 janvier, sous la houlette de son secrétaire général, Abdellatif Ouahbi. Ce n'était pas la joie ni dans l'ambiance ni sur les visages. Dans un communiqué diffusé à cette occasion, le PAM qui tient son congrès en février prochain, a renouvelé sa confiance dans l'indépendance de la justice et dans sa capacité à garantir les conditions d'un procès équitable des personnes poursuivies. Sans citer les noms des figures du parti impliquées, Saïd Naciri et Abdenbi Bioui,



Le PAM eclaboussé...

en détention préventive depuis le 21 décembre dans le cadre du baron de drogue surnommé "Escobar du Sahara".

Dans ce communiqué, les dirigeants du PAM ont tenu à rappeler que les activités partisanes des personnes mises en cause ont été gelées dès leur inculpation. M,

Ouahbi, par ailleurs ministre de la Justice et ses collègues du parti, ont menacé de procès pour diffamation quiconque serait tenté d'instrumentaliser ce dossier pour «porter atteinte à l'image du parti et à celle de ses leaders, ses cadres et ses militants». Prière de cirer les pompes au PAM et à ses saints !

La contestation gagne d'autres corporations publiques...

QU'EST-CE QUE TU COMPTES FAIRE POUR DÉSAMORCER CES TENSIONS SOCIALES ? ME METTRE EN GREVE DE ZELE



Boudali

Secteur public

Les appels à la grève se multiplient...

C'était prévisible, la grève des enseignants commence à faire tache d'huile en réveillant les autres corporations où les appels à la grève se multiplient pour obtenir des revalorisations salariales. Les enseignants en ont obtenu, pourquoi pas nous. Tel est l'état d'esprit de bien des pans de la fonction publique qui entendent exploiter la fragilité politique montrée par le gouvernement dans le dossier des enseignants pour lui arracher quelques avantages. A commencer par les infirmiers et assistants médicaux qui ont décidé d'entamer à partir du 17 janvier une série de grèves jusqu'à obtenir satisfaction de leur cahier revendicatif à caractère essentiellement matériel. Les fonctionnaires

des collectivités territoriales ont annoncé à leur tour une série de débrayages dont le premier a démarré le 9 janvier. Au programme aussi, une marche nationale prévue le 7 février à Rabat. Dans un communiqué, l'association qui défend les intérêts des grévistes dénonce «l'insistance du gouvernement et du ministère de l'Intérieur à humilier les fonctionnaires territoriaux » en les considérant comme des fonctionnaires de « troisième zone ». Les enseignants du supérieur sont eux aussi tentés par l'envie de battre le pavé tout comme les fonctionnaires de la formation professionnelle. Au fait, où est passée la ministre de la Fonction publique Ghita Mezzour ? Elle est en train de préparer le mot d'ordre de sa grève de zèle ?

Haj Ali Bakkari rappelé à Dieu

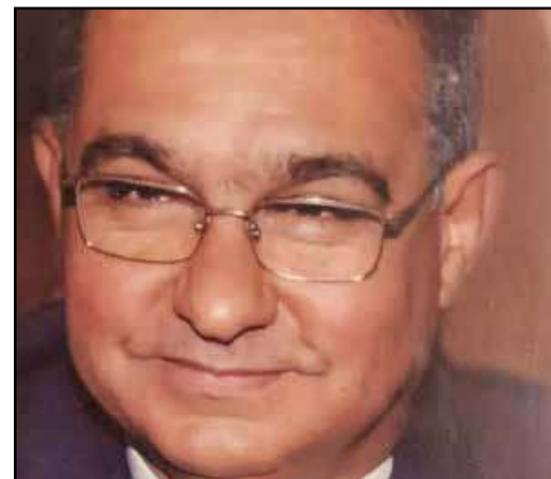
La disparition brutale de Haj Ali Bakkari, intervenue le 29 décembre 2023, a provoqué un vif émoi aussi bien chez sa famille que parmi ses amis et collègues. Tous ceux qui ont connu et côtoyé le défunt garderont de lui le souvenir d'un homme accessible, courtois et avenant, qui forçait le respect par sa générosité et son sens de la convivialité et, par-dessus tout, par son penchant naturel à aller au-devant des autres pour leur offrir son aide ou son amitié. Ses ex-collègues issus de divers milieux où il a travaillé, Centrale Laitière, Maparco Brasseries du Maroc, Copag, sont éplorés. Inconsolables de la disparition d'un homme qui a témoigné tout au long de son parcours de qualités humaines et professionnelles exceptionnelles. Pour eux, feu Ali Bakkari était avant tout un grand ami, au-delà

de l'homme d'expertise et d'expérience connu et reconnu qu'il était. Qui a mis au service de ces entreprises agro-alimentaires sa technicité précieuse pour développer leurs réseaux de distribution et animer la force commerciale de leurs équipes.

Pour sa famille et ses proches, la disparition brutale de Haj Ali Bakkari représente une perte cruelle. Son épouse, ses enfants, ses frères et sœurs, ainsi que ses petits enfants sont bouleversés. Ils ont perdu, témoignent-ils, un compagnon de valeur, aimant, attentionné et bienveillant.

Que son âme repose en paix. Nous sommes à Dieu et à Lui nous retournons.

Bakkari Jamal, Amina ALADINI et leurs enfants





Côté **BASSE-COUR**



Apparition supposée d'un lion dans les régions de Khénifra et d'Oulmès

L'Agence nationale des Eaux et Forêts a enquêté...

Dans la foulée de nombreux témoignages faisant état de l'apparition d'un lion dans la région de Khénifra (commune de Sebti Ait Rahou, Tribu Ait Boukhayou) et d'Oulmès (Forêts de Tifoughaline et de Bouquachmir), l'Agence Nationale des Eaux et Forêts (ANEF) ont lancé une mission de prospection approfondie sur le terrain.

Les investigations réalisées, en collaboration avec les autorités locales et la Gendarmerie Royale, ont consisté en des recherches sur le terrain visant à repérer des traces éventuelles du fauve signalé sur les lieux signalés et les zones limitrophes ainsi qu'à la collecte d'informations supplémentaires auprès de personnes ressources.

Cette mission d'enquête a permis la découverte d'empreintes dans les espaces naturels limitrophes. Elles ont été identifiées comme appartenant à des spécimens de la famille de canidés, probablement un chien ou un loup doré d'Afrique du Nord.

En revanche, l'autopsie effectuée sur une agnelle à Oulmès, présumée avoir été attaquée par un supposé lion a révélé des traces de morsures ne correspondant pas à celles du fauve signalé. Elles sont relativement petites, correspondant plutôt à un canidé. Ce qui écarte la version de l'implication d'un fauve de grande taille.

Une opération de ratissage par drones a été effectuée selon un plan de vol couvrant les forêts limitrophes aux zones cités par les témoins.

Compte tenu des conclusions de la mission de prospection de terrain, l'hypothèse des attaques de lion est à écarter. Toutefois, les équipes de l'ANEF restent mobilisées sur le terrain en restant attentives à tout témoignage ou observation éventuelle d'animaux sauvages en vue d'agir en conséquence.

Le Maroc a besoin d'importer 25 millions de quintaux avant fin avril 2024

Le pays manque Mais il ya terriblement d'eau... beaucoup de blé à se faire...



Beurgeois GENTLEMAN

Ça parle plus arabe que gaulois en France (26)

Selon Jean Pruvost, lexicologue, le vocabulaire français serait composé d'environ 500 mots d'origine arabe, voire plus, soit 350 de plus que les mots gaulois qui ne seraient que 150 ! Ci-dessous une liste non exhaustive de mots d'origine arabe commençant par la lettre k : Kebab (كباب) la plus ancienne mention écrite connue du kebab a été rapportée dans Kyssa Yusuf (قصة يوسف Histoire de Joseph).

Voici ce que rapporta le voyageur bourguignon Bertrandon de la Broquière, lors de son voyage, en 1431 : « Me firent les Turcs mengier char rostie, ce soir, qui n'estoit point cuite à moittié à beaucoup, et la trenchions en rostissant en la broche ». C'est un texte écrit dans la langue française du XVIème siècle... Ce qui montre que cette langue a beaucoup évolué et continue de l'être nos jours, n'en déplaise au berbère algérien Zemmour (Zemmour se traduit par Zitoune en arabe et Olivier en Français) ... Quatre siècle plus tard, le maréchal prussien Helmuth von Moltke, nommé depuis peu instructeur des troupes ottomanes sur l'invitation du ministre ottoman de la guerre, Hüseyin M. Pacha, écrit dans son journal du 16 juin 1836 : « Nous avons pris notre repas turc de midi au kebabier. Puis on nous a servis sur une assiette en bois de petits morceaux de mouton frits à la broche et enveloppés dans de la pâte à pain, c'était un plat très savoureux. ». Le rôti se compose ordinairement de mouton et de poulet. La viande de mouton est fréquemment préparée aussi en petits morceaux carrés, alternativement gras et maigre, enfilée sur des brochettes et grillée au petit feu. En région parisienne, le kebab est souvent appelé « sandwich grec », voire « Grec ». Cette appellation erronée trouve son origine dans l'apparition, dans les années 1980, de vendeurs grecs de Gyros, dans le Vème arrondissement de Paris (Quartier latin, rue de la Huchette, rue Mouffetard), qui furent les premiers à commercialiser ce type de sandwichs à destination de la population à la fois étudiante et touristique propre à cet arrondissement.

Par la suite, lorsque les kebabs proprement dits firent leur apparition dans toute la région parisienne dans les années 1990,



Chawarma, Roti tournant, Doner Kebab, Grec Gyros...

majoritairement tenus par des Maghrébins, le terme « Grec » subsista dans le langage courant, y compris parmi les restaurateurs eux-mêmes, qui n'hésitent pas à mentionner « Grec » sur leurs menus. En Grèce, on parle de Gyros (tournant). En Turquie on parle de kebab (rôti), de döner (tournant) ou de döner kebab (rôti tournant). Ces restaurants constituent une forme à succès d'entrepreneuriat ethnique. Chez les populations arabes et turques implantées en Europe, cet entrepreneuriat s'est développé notamment en réponse à la chute dramatique au cours des années 1980 des emplois industriels pour lesquels elles avaient préalablement migré. L'extrême droite française manifeste depuis 2013 son hostilité aux restaurants de kebabs, dont elle perçoit la diffusion comme une manifestation de l'islamisation de la France et de la théorie du grand remplacement prônée par OZZ117 (Olivier Zitoune Zemmour), le Juif berbère algérien qui mène une croisade cathodique contre ses frères du bled et

que Haïm Korsia, le Grand Rabbine de France, a qualifié de « antisémite certainement, raciste évidemment » <https://video.lefigaro.fr/figaro/video/presidentielle-2022-eric-zemmour-a-des-marqueurs-tres-clairs-dantisemitisme-selon-haim-korsia/> (À suivre)

que Haïm Korsia, le Grand Rabbine de France, a qualifié de « antisémite certainement, raciste évidemment » <https://video.lefigaro.fr/figaro/video/presidentielle-2022-eric-zemmour-a-des-marqueurs-tres-clairs-dantisemitisme-selon-haim-korsia/> (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

La CNSS annule les créances pour les travailleurs non salariés

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a annoncé récemment une mesure importante en faveur des professionnels, travailleurs indépendants et personnes non salariées exerçant une activité libérale. En vertu de la loi n° 41.23 du 04/12/2023, ces travailleurs, désignés comme « Travailleurs non salariés » (TNS), peuvent bénéficier de l'annulation des créances dues au titre du régime de l'assurance maladie obligatoire de base. Cette annulation concerne les cotisations, les pénalités de retard, et les frais de poursuites, à condition que les travailleurs justifient au moins trois mois d'impayés pour la période jusqu'à octobre 2023. Pour bénéficier de cette mesure exceptionnelle, les TNS sont tenus de s'acquitter des cotisations dues à partir de décembre 2023 et ce, pendant la période d'éligibilité fixée de janvier à avril 2024. Ils doivent également s'engager à régler leurs cotisations régulièrement pendant douze mois consécutifs à compter du mois suivant le premier paiement effectué. ▶

Le gouvernement supprime la subvention à l'importation des ovins et bovins accordée aux éleveurs...

LES IMPORTATEURS NE SERONT PLUS ENGRAISSÉS COMME AVANT ? C'EST LA PÉRIODE DES VACHES MAIGRES...





Le Maigret du CANARD



L'école publique toujours paralysée

Les faux calculs de Benmoussa

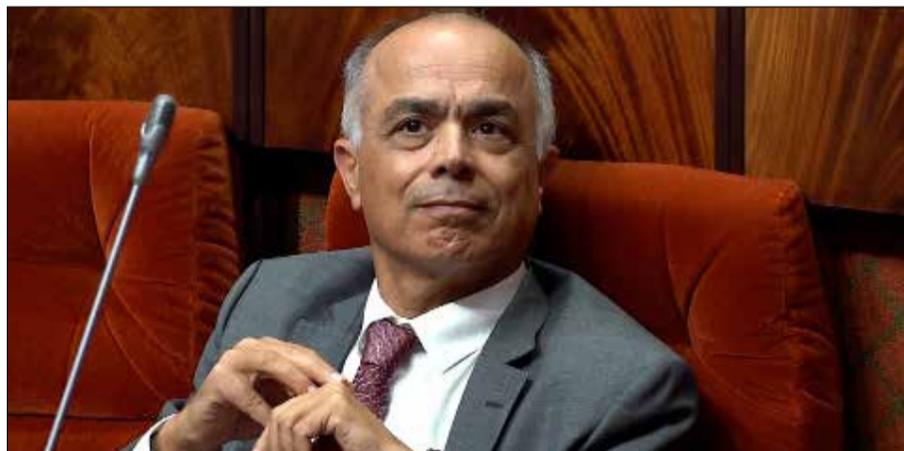
Tout à sa volonté de montrer les dents et de sévir, le ministre de l'Éducation nationale mise sur la sanction financière et leur suspension comme moyens d'affamer les récalcitrants. Mais est-ce la bonne approche ?

ABDELLAH CHANKOU

Le désarroi parents des élèves de l'école publique se poursuit et s'accroît. La grève longue durée des enseignants n'est pas terminée. Répondant à l'appel des coordinations nationales et régionales, noyautés par les intégristes de Al Adl Wal Ihssane et les gauchistes de Annahj Addimocrati, quelques milliers d'enseignants ont démarré l'année 2024 avec un nouveau débrayage les mercredi 3, jeudi 4 et vendredi 5 janvier ! Contrairement à leurs collègues affiliés aux quatre principaux « syndicats représentatifs » du secteur (CDT, UGTM, UMT, FDT), ils ont fait le choix de la poursuite des manifestations et du refus de la main tendue du gouvernement. Une main tendue sous forme de deux accords (le premier conclu le 10 décembre et le second intervenu le 26 du même mois). qui ont permis l'amendement en profondeur du sta-

tut unifié à l'origine de la plus grave sociale que le pays eut à connaître, débouchant sur une désertion des classes de près de trois mois. Et ce n'est pas fini. Le massacre éducatif continue. Une situation inédite dans les annales mondiales puisque même dans les pays en guerre ou sous occupation, comme en Cisjordanie par exemple, les enfants vont à l'école... Il y a maldonne...

Parmi les nouvelles mesures du nouveau texte, l'instauration d'un régime spécial d'évaluation de la performance professionnelle, sur des critères mesurables, qui prend en compte les spécificités du secteur de l'enseignement, ainsi que l'octroi d'une indemnité, ratifiée sur la base de l'accord du 10 décembre 2023, aux fonctionnaires classés au grade exceptionnelle (hors échelle), dont le montant mensuel est fixé à 1.000 DH, à partir du grade 3 au lieu du grade 5. Le nouvel accord prévoit également une revalorisation des indemnités complémentaires aux enseignants agrégés d'un montant mensuel net de 500 DH, qui sera cal-



Chakib Benmoussa ne fait qu'accentuer la crise...

culée à la retraite, en plus d'une augmentation à hauteur de 300 DH des indemnités mensuelles des conseillers d'orientation et des conseillers de planification pédagogique. Les mécontents, qui rejettent ces nouvelles dispositions, considèrent que les avancées introduites bénéficieraient plus aux cadres pédagogiques comme les inspecteurs et non aux enseignants qui sont les principaux acteurs de la réforme.

Pour pousser les jusqu'aux boutistes à reprendre le chemin des classes, le ministre de tutelle Chakib Benmoussa, qui n'est pas au bout de ses peines, a relancé la retenue sur salaires.

Inégalité

Une approche pécuniaire qu'il a défendue lundi 8 janvier devant les députés en rappelant que si « la grève est un droit garanti comme le stipule la constitution », la loi, elle, introduit le principe du salaire en contrepartie du travail ». Tout à sa volonté de montrer les dents et de sévir, M. Benmoussa mise sur la sanction financière et la suspension comme moyens d'affamer les récalcitrants qui finiront, une fois que leurs poches sont vides, de reprendre leur travail pour pouvoir manger. Une bonne fausse idée ou un faux calcul. Car ce n'est pas sûr que cela se passe ainsi, les grévistes s'arrangeant pour la plupart à vivre sur des parents désemparés en donnant des cours supplémentaires à leurs enfants... Ce qui est certain en revanche c'est qu'en attendant que les grévistes aient suffisamment l'estomac dans

les talons pour exprimer malgré eux un appétit pour le travail, ce sont une partie des élèves qui sont sacrifiés... Est-ce normal et acceptable que certains vont à l'école alors que d'autres continuent à être privés de cours? Le Maroc est déjà plombé par un enseignement à deux vitesses (privé et étatique) et voilà qu'on invente par l'on sait quel cheminement intellectuel une inégalité devant l'école publique !

Soyons clairs ! La retenue sur salaire, dont la seule vertu est de faire durer le bras de fer en aggravant les tensions dans un secteur stratégique déjà mal en point, n'est pas appropriée dans le contexte de l'Éducation nationale. Cette mesure qui fait partie de l'arsenal des sanctions en entreprise est conçue moins pour sanctionner le salarié que pour réparer l'employeur. Question à mille dirhams : Que gagne l'État marocain à être dédommagé dans le conflit social avec le corps éducatif ? La bonne approche, juste et responsable, ne consiste-t-elle pas à tout mettre en œuvre pour stopper définitivement ce très mauvais feuilleton et libérer les élèves pris scandaleusement encore en otage par une gestion désastreuse de ce dossier hautement important pour l'avenir de la nation ? Plus indiquée dans ce genre de crise, la réquisition est plus efficace du fait qu'elle permet à tous les élèves du public de reprendre immédiatement les cours dont ils ont été privés depuis plus de trois mois. Mais tel n'a pas été curieusement le choix du gouvernement bien parti pour planter le dernier clou dans le cercueil d'une école publique agonisante... ▀

Gestion à la petite semaine...

Prolonger l'année scolaire d'une semaine, accorder plus d'heures de cours aux niveaux diplômants pour permettre aux élèves de boucler le programme scolaire convenablement, Insister sur les apprentissages de base qui entrent dans le programme de l'année suivante, renforcer les mécanismes de soutien scolaire, adopter une certaine agilité dans la programmation des examens régionaux, reporter d'une semaine, les dates des examens unifiés nationaux, régionaux et provinciaux, fixer la date de l'examen du Baccalauréat au 10 juillet 2024 au lieu du 3 juin. Telles sont les mesures adoptées par le ministère de tutelle dans la foulée du deuxième accord signé le 26 décembre 2023 entre le gouvernement et les quatre principaux syndicats du secteur. Sauf que cet accord n'a pas permis d'atteindre l'objectif escompté par tous : mettre fin à la grève du corps enseignant dans sa totalité et aborder l'année 2024 sans débrayage dans l'école publique. Objectif raté puisque les coordinations des enseignants ayant décidé de jouer les prolongations... Les contours d'une année blanche se dessinent à l'horizon. Et puis, une semaine pour rattraper le temps perdu qui se compte en trois mois, voire plus c'est comme prétendre résorber le déficit de plusieurs litres d'eau avec quelques gouttes. Cette façon de faire brouillonne porte un nom: La gouvernance à la petite semaine. Ce dossier pourri de statut unifié initialement mal pensé suivi de reculades politiques sur reculades habillées en négociations syndicales, a accouché d'un drame national. Au lieu de chercher la bonne méthode pour sortir de ce pataquès qui a fait tant de mal au pays, Chakib Benmoussa n'a rien trouvé de mieux que de recourir aux retenues sur salaires et aux suspensions des enseignants refuzniks. En somme, le meilleur moyen pour radicaliser davantage le mouvement de contestation et plonger davantage l'institution scolaire dans le chaos et la médiocrité. Tout cela manque de sérieux, de vision et de classe.

A.C



الضمان الاجتماعي
التأمين الاجتماعي
CNSS

Le devoir de vous protéger



VOUS ÊTES TRAVAILLEUR NON-SALARIÉ ?

VOUS POUVEZ BÉNÉFICIER DE LA DISPOSITION
D'ANNULATION DE VOS CRÉANCES DUES À LA CNSS

Valable de Janvier à Avril 2024



DERNIÈRE CHANCE

POUR RÉGULARISER VOTRE SITUATION

ET ÉVITER LE CUMUL DES :

Cotisations

Pénalités

Astreintes



POUR PLUS
D'INFORMATIONS
APPELEZ

3939

L'AMO EST VOTRE DROIT, LE PAIEMENT DES COTISATIONS EST VOTRE DEVOIR



www.damanscom.ma



www.cnss.ma



@Cnss.maroc



Cnss Maroc



@CnssMaroc



@cnssmaroc



@Cnss.official



cnss.maroc



Cnss Maroc



3939



Le Maigret du CANARD



Business de façade

Comment Bioui bétonnait ses marchés publics...

LAILA LAMRANI

Bioui Travaux raflait à tour de bras les contrats publics dans le domaine des BTP dans plusieurs grandes villes du pays. Voirie, tronçons autoroutiers, voies de lignes de Tram à Casablanca, trémies et même des barrages. Des marchés pour la plupart lancés par le ministère de l'Équipement et les autoroutes du Maroc (ADM) avoisinant au total la bagatelle de 7 milliards de DH. Soupçonnant des relations de connivence dans l'attribution de ces marchés, la BNPJ a diligenté une enquête auprès des administrations concernées pour déterminer les circonstances exactes de leur obtention par Bioui Travaux. L'entreprise, dont le fondateur, Abdenbi Bioui, est en détention préventive depuis le 21 décembre avec son complice et ami Saïd Naciri pour leur implication présumée dans le trafic de drogue, avait le vent en poupe auprès des prescripteurs de la commande publique. Si bien que ses concurrents, anciennement établis dans le secteur, ne faisaient pas le poids avec leurs offres pourtant bien bétonnées. Si l'opérateur BTP de l'Oriental, une SARL créée en 1999, parvenait à damer le pion à ses rivaux les plus en vue c'est parce qu'il arrivait à être souvent le

moins disant de tous sur les marchés où il fait une soumission. Dans les appels d'offres et en économie en général, un prix bas est considéré comme le signe du bon fonctionnement concurrentiel des marchés. « Mais dans le cas de Bioui Travaux, l'écart de prix était trop important pour ne pas être suspect et alerter les maîtres d'ouvrages », explique sous le couvert d'anonymat un ingénieur du génie civil. « Sur les marchés qu'il convoitait, Bioui Travaux proposait des offres financières inférieures de plus de 10 % au coût de revient de la réalisation du chantier », confirme un concurrent qui dit avoir accusé au départ l'opacité qui mine généralement les marchés publics et le réseau d'acointances politiques dont bénéficie l'entrepreneur en BTP de par son appartenance au PAM et sa chefferie de la région de l'Oriental. Courtisé par les uns, admiré par les autres, Abdenbi Bioui avait ses entrées dans l'administration du territoire où il était reçu en grand patron et en élu de premier plan... Les concurrents étaient alors loin de penser que les patrons de Bioui Travaux, Abdenbi Bioui et son frère également sous les verrous, blanchissaient l'argent de la drogue via les transactions publiques. Tout s'explique maintenant. Puisqu'il était à la tête d'une entreprise criminelle sous forme de lessiveuse, Bioui pouvait se permettre de baisser anor-



Abdenbi Bioui. Une chute spectaculaire.

malement ses marges ou même perdre de l'argent. L'arrestation de Abdenbi Bioui et son frère Abderrahim, éclaira soudain d'un jour nouveau le véritable business des deux hommes qui se servaient de leur société comme couverture à leur entreprise pour réinjecter les fonds illégaux dans le circuit économique légal. Un témoin raconte avoir croisé Abdenbi Bioui sur le chantier de la Marina de Saaidia. « Il était au volant d'une voiture de marque coréenne et

portait un costume pas cher », confia-t-il. A l'époque, Abdenbi était encore un honnête homme qui n'a pas encore cédé aux sirènes de l'argent sale qu'il cachait en cultivant une image de mécène avec sa fondation Basma pour les œuvres caritatives. Depuis l'arrestation de ses deux dirigeants, Bioui Travaux a changé de dénomination pour devenir SBTX. Visiblement, le nom Bioui est devenu lourd à porter après la découverte du pot-aux-roses. La came l'a cramé. ▶

Franz Beckenbauer tire sa révérence

Ancien international allemand et défenseur de légende, le "Kaiser" Franz Beckenbauer est décédé dimanche 7 janvier 2023 à l'âge de 78 ans. Soit quelques jours après le Brésilien Mario Zagallo, un autre grand nom du football qui s'est éteint.

Formé et lancé au Bayern de Munich Franz Beckenbauer y a passé l'essentiel de sa carrière entre 1964 et 1977, ancien défenseur central de légende et considéré comme l'un des meilleurs de l'histoire à son poste, Franz Beckenbauer avait porté le maillot de l'Allemagne à 103 reprises entre 1965 et 1977. Champion du monde en 1974 en tant que joueur, Franz Becken-



Un joueur qui a marqué son époque.

bauer avait également emmené la sélection allemande au sacre en 1990, cette fois comme sélectionneur. ▶

Le Maroc élu à la tête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Le représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU à Genève, a été élu, mercredi 10 janvier, président du Conseil des droits de l'homme, chargé de renforcer la promotion et la protection de ces droits dans le monde, au terme d'un scrutin à bulletin secret. L'ambassadeur Omar Zniber a obtenu 30 voix des 47 membres du Conseil, contre 17 pour son rival l'ambassadeur sud-africain, Mxolisi Nkosi.

Le ministère des Affaires étrangères et des Marocains de l'étranger s'est félicité de « l'élection du Royaume, à la faveur de l'adhésion d'un grand nombre de pays de toutes les régions du monde, et malgré la mobilisation de l'Algérie et de l'Afrique du Sud pour la contrer ». Le ministère dirigé par Nasser Bourita y « voit un signal fort émis par la com-



Omar Zniber.

munauté internationale en faveur de sa démarche constructive, et son leadership rassembleur sur des sujets clés comme ceux du dialogue interreligieux, de la tolérance et de la lutte contre la haine raciale, du droit à un environnement sain et durable, des droits des migrants et de l'impact des nouvelles technologies. ▶



Le Maigret du CANARD



Génocide sioniste

Diplomatie du macabre et de la fourberie

CHAIMAA EL OMARI

Lors de sa tournée proche-orientale, la cinquième du genre dans la région, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a de nouveau donné la pleine mesure de l'hypocrisie américaine dans la guerre génocidaire sioniste contre les enfants et les femmes en cours à Gaza avec la bénédiction de Washington. Qu'a dit de si extraordinaire Mister Blinken aux origines juives ? Il aurait insisté auprès du tueur en chef Benyamin Netanyahou sur "l'importance" d'épargner les civils palestiniens dans sa guerre contre le Hamas et de cesser de "saper la capacité des Palestiniens à se gouverner efficacement". Mais les civils gazaouis n'ont pas été épargnés et continuent à être la cible principale des frappes criminelles de la bande à Netanyahou qui a juré que ses tueries barbares vont encore se poursuivre jusqu'au dernier bébé gazaoui... Des innocents continuent depuis le 7 octobre à être ainsi massacrés sous les bombardements incessants, jour et nuit, comme s'ils étaient des mouches par la plus grande armée terroriste que le monde ait connu. L'envoyé de Biden semble aussi s'inquiéter de l'avenir de la bande de Gaza et de sa future gouvernance. Mais l'enclave palestinienne, que les sanguinaires de

l'extrême droite sioniste veulent annexer après avoir provoqué l'exil des rescapés adms un renake de la Nakba de 1948, n'est plus qu'un champs de ruines et un mouiroir à ciel ouvert. Sans hôpitaux, ni écoles, ni nourriture, ni eau, ni électricité. Les survivants, pas encore morts, sont condamnés à vivre dans des camps de fortune dans des conditions inhumaines. La bande de Gaza est "tout simplement devenue inhabitable" s'est alarmé vendredi dernier le chef des affaires humanitaires des Nations unies. "Trois mois après les attaques du 7 octobre, Gaza est devenue un lieu de mort et de désespoir" et ses habitants "font face à des menaces quotidiennes sous les yeux du monde", a indiqué Martin Griffiths dans un communiqué. Mais les dirigeants américains, efficaces quand il s'agit de protéger les porte-containers occidentaux contre les ripostes des Houthis, paient le monde de mots devant les massacres de masse de Gazaouis sans défense ! Les masques (de la justice, de la liberté et des droits de l'homme) sont tombés. Et l'administration Biden, en décalage avec l'opinion américaine qui vibre pour la Palestine en réclamant vainement un cessez-le-feu, en est réduite à pratiquer, faute d'agir pour arrêter ce ballet des morts épouvantable, la diplomatie de la fourberie et du macabre... ▶

Anniversaire

Il y a 80 ans, le Maroc présentait le Manifeste de l'indépendance...

Le Maroc célèbre jeudi 11 janvier le 80ème anniversaire de la présentation du Manifeste de l'Indépendance, qui marque une épopée glorieuse dans l'histoire de la lutte nationale pour le recouvrement de l'indépendance et le parachèvement de l'intégrité territoriale du pays. Le Manifeste de l'Indépendance compte un ensemble de revendications politiques, dont celles qui portant sur la politique générale et qui prévoient, entre autres, l'indépendance du Maroc sous le règne du souverain légitime du Royaume Sidi Mohammed Ben Youssef et l'adhésion du Maroc à la Charte atlantique. Le second volet des revendications a trait à la politique interne incarnée par la détermination du Sultan à initier une large

dynamique de réformes, appuyée sur un système politique de la Choura similaire à celui des pays arabes et islamiques. Cet anniversaire, qui interpelle les jeunes générations de par les significations profondes qu'il incarne, symbolise les hautes valeurs de l'éveil national et la forte symbiose entre le Trône et le peuple pour défendre les constantes de la Nation et entrevoir l'avenir avec confiance et sérénité. Cette commémoration offre l'occasion de rendre hommage à la bravoure des hommes de la résistance nationale et des membres de l'Armée de libération qui se sont sacrifiés pour libérer la patrie du joug du colonialisme et préserver la dignité et la fierté du peuple marocain. ▶

Communiqué de Presse

Casablanca, le 08 janvier 2024

BDO Advisory et Naoris Consulting : Une Alliance Révolutionnaire pour une Cybersécurité Avancée.

BDO Advisory, leader du conseil, s'associe à Naoris Consulting, pionnier en technologie blockchain, pour transformer la cybersécurité et la digitalisation dans la région. Cette collaboration stratégique vise à combiner l'expertise de conseil de BDO Advisory avec les solutions de cybersécurité innovantes de Naoris, ancrées dans leur protocole de sécurité décentralisé, résistant aux technologies quantiques.

Le partenariat entre BDO Advisory et Naoris permettra de développer des stratégies de transformation digitale sur mesure, avec un accent particulier sur la cybersécurité. L'objectif est d'utiliser la technologie avancée de Naoris pour renforcer la résilience et la compétitivité des organisations et entreprises africaines.

BDO Advisory intégrera les solutions de Naoris, y compris leur protocole de sécurité basé sur la blockchain, dans ses offres de services. Cette intégration est spécifiquement conçue pour répondre aux défis uniques du marché africain francophone. BDO intégrera les solutions de Naoris, y compris leur protocole de sécurité basé sur la blockchain, dans ses offres de services. Cette intégration est spécifiquement conçue pour répondre aux défis uniques du marché africain francophone.

À propos de BDO :

Au Maroc, BDO Advisory basé à Casablanca, Rabat et Laayoune se distingue par son équipe pluridisciplinaire de praticiens (experts métiers, consultants IT, transformation digitale, GRC, cybersécurité, cash management et transmission des entreprises familiales), qui ont développé une expertise à forte valeur ajoutée pour une Exceptionnelle Expérience Clients. BDO Advisory est également membre de MOR Trust, la première association de cybersécurité au Maroc et bénéficie de l'appui du centre d'excellence Cyber de BDO Global.

À propos de NAORIS :

Naoris Consulting, extension de Naoris Protocol, se spécialise dans les services de conseil en technologies numériques et en cybersécurité. Reconnue pour son approche innovante, Naoris Consulting s'appuie sur le protocole de sécurité de Naoris Protocol, connu pour sa résistance aux technologies quantiques et sa transparence inégalée.

Contact :
tkane@bdo.ma



Zakaria Fahim de BDO et Youssef El Maddarsi de Naoris.

Blinken chez son ami Netanyahou...

Je fais tuer entre 200 et 250 Palestiniens par jour... Tu peux s'il te plait réduire à 100 ou 120...





Le Maigret du CANARD



Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez avec son homologue belge Alexander De Croo.

L'Espagne, l'Irlande et la Belgique pro-palestiniens

LES RAISONS D'UN SOUTIEN

Ils incarnent la mauvaise conscience de cet Occident hypocrite et décadent qui a vendu son âme au diable sioniste en fermant les yeux sur les massacres sauvages de dizaines de milliers d'enfants et de femmes palestiniens toujours en cours à Gaza.

LAÏLA LAMRANI

A rebours des autres pays européens, principalement la France, l'Allemagne et l'Angleterre, l'Espagne, l'Irlande et la Belgique ont condamné clairement et courageusement les crimes de guerre et le génocide perpétrés à Gaza depuis le 7 octobre 2023 par les forces d'occupation israéliennes. En échouant à afficher une position commune dénonçant ces actes barbares contre les civils gazouis, l'Union européenne a montré de manière indirecte son soutien aux graves violations du droit international humanitaire et aux massacres par milliers d'enfants et de femmes palestiniens par la bande criminelle à Netanyahu... Une complicité flagrante qui s'inscrit dans l'esprit du permis de tuer au nom de « la légitime défense » donné à Tel Aviv par Paris, Berlin et Londres, après l'attaque du mouvement de résistance palestinien Hamas

au cœur de la Palestine occupée. Une bonne partie des pays de l'UE s'est ainsi alignée, comme pour la guerre en Ukraine, en parfaits suivistes en déclin moral très avancé et dépourvus de toute autonomie géopolitique, sur la position des États-Unis soutenue par son voisin canadien. Seules l'Espagne, l'Irlande et la Belgique ont donc refusé de vendre leur âme au diable criminel sioniste en témoignant leur solidarité avec les victimes de la guerre génocidaire du colonisateur israélien. Si ces pays ont pu afficher leur humanité en condamnant haut et fort les atrocités israéliennes c'est aussi parce qu'ils échappent visiblement à l'emprise des lobbys sionistes qui tirent, comme cela fut flagrant en France, les ficelles médiatiques et politiques.

Les raisons de la position espagnole

Lors de sa visite au Moyen-Orient, le chef du gouvernement espagnol,

Pedro Sanchez a rappelé au premier ministre israélien Benjamin Netanyahu qu'il a rencontré la position de son gouvernement quant aux représailles de l'État Hébreu. Avant de se rendre ensuite, accompagné de son homologue belge, le libéral Alexander De Croo, avec qui il partage les mêmes vues sur ces tueries de masse, à la frontière avec la bande de Gaza où il a appelé à la reconnaissance de l'État de Palestine après s'être entretenu avec le président palestinien.

Les deux dirigeants dénoncent à l'unisson une catastrophe humanitaire à Gaza alors que leurs homologues européens, cadennassés dans leur complicité avec le génocidaire sioniste, sont plus réservés.

La réaction des autorités israéliennes ne s'est pas fait attendre. Convocation des ambassadeurs espagnol et belge pour les "réprimander sévèrement", avant que les ambassadeurs israéliens dans les deux pays ne soient eux-mêmes convoqués pour "clarifier la situation". La voix espagnole sur le génocide sioniste à Gaza est d'autant plus porteuse et remarquable que le pays préside le Conseil de l'Union européenne. Présidence qui échoit à la Belgique depuis le 1er janvier 2024. Bien avant le déplacement de M. Sanchez dans la région, la ministre espagnole des droits sociaux par intérim, Ione Belarra est allée jusqu'à demander de traduire Israël devant la Cour pénale internationale pour "crimes de guerre", tout en accusant dans une vidéo qu'elle a partagée sur les réseaux sociaux l'Union européenne et les États-Unis d'être "complices des crimes de guerre d'Israël". C'est dans le droit fil de sa position juste et conforme au droit international et au droits de l'homme que l'Espagne, a annoncé le 27 décembre 2023, par la voix du chef du gouvernement, une autre dé-

cision. Celle de son refus de participer, à l'instar des suivistes européens, à la mission internationale en mer Rouge visant à protéger les navires commerciaux des attaques des rebelles yéménites houthistes dans cette région.

Le soutien de Madrid en faveur de la cause palestinienne n'est pas seulement celui d'un seul parti, le parti socialiste, le Psoe, au pouvoir. Cette position est partagée par toute la classe politique espagnole. En 2014, sous le du Parti Populaire gouvernement conservateur, le Parlement espagnol a adopté une résolution demandant la reconnaissance de l'État palestinien, soutenue par tous les partis politiques. Non contraignant, le vote n'a toutefois pas été suivi d'effet. Ce qui a freiné l'Espagne c'est surtout l'absence, paraît-il, d'une voix commune au sein de l'Union européenne (UE) dont neuf nations communautaires (Suède, Malte, Chypre, Bulgarie, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Roumanie et Pologne) ont reconnu la Palestine sans attendre le consensus des Vingt-Sept.

Historiquement, l'Espagne est un pays proche du monde arabe. Cela ne s'explique pas seulement par la proximité géographique avec le Maroc. Il y a aussi une convergence d'intérêts. L'Espagne a pu compter sur le soutien des pays arabes pendant la dictature franquiste, entre 1939 à 1975, pour casser son isolement en Occident. Et puis, ce n'est qu'en 1986 que l'Espagne a établi des relations officielles avec Israël. Ce retard résulte des tensions provoquées par l'opposition de l'État colonial israélien à l'entrée de l'Espagne à l'ONU à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en raison de sa proximité avec l'Allemagne nazie. Mais c'est l'Espagne qui ouvre la voie aux Accords d'Oslo de septembre 1993, que le colonisateur israélien ne respectera jamais,





Le Maigret du CANARD



en organisant en 1991 à Madrid une conférence pour la paix au Proche-Orient.

L'Irlande, une identification à sa propre résistance

Comme en Espagne, les manifestations de solidarité avec Gaza se sont multipliées en Irlande qui s'est distinguée de la position pro-israélienne du gouvernement anglais de Rishi Sunak. Tout comme le peuple anglais et nombre de peuples occidentaux, américain et autres, les Irlandais se sont identifiés à la cause palestinienne. Seule différence de taille : la mobilisation populaire irlandaise en faveur de la Palestine a bénéficié d'un soutien politique aussi large que celui de l'Espagne. Le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, a très vite après l'acte de résistance de Hamas du 7 octobre qualifié la réponse d'Israël sur la bande de Gaza « d'actions approchant de la vengeance ». Son ministre des Affaires étrangères a, pour sa part, parlé de « bombardements disproportionnés » et des parlementaires de l'opposition sont allés jusqu'à évoquer des « meurtres de masse » en arborant le keffieh palestinien au Parlement. Le président irlandais, Michael D. Higgins a accusé, quant à lui, le gouvernement de Benjamin Netanyahu de saper les normes internationales, en matière de droits de l'homme.

"Annoncer à l'avance que l'on va enfreindre le droit international et le faire sur une population innocente, c'est réduire à néant tout le code qui existait depuis la Seconde Guerre mondiale sur la protection des civils", a-t-il déclaré à la mi-octobre, alors que la campagne aérienne à Gaza commençait à faire de plus en plus de victimes civiles.

Début novembre, à l'occasion la conférence annuelle du Sinn Féin (Féin) - le parti dont les sondages prédisent la victoire aux prochaines législatives de mars 2025 - la représentante de l'Autorité palestinienne a été accueillie par les délégués par une longue ovation. Lors de cette réunion, Mary Lou McDonald, leader du "Sinn Féin", a condamné avec des mots très durs l'entreprise criminelle israélienne « qui a secoué l'humanité », tout en demandant l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël à Dublin, Dana Erlich, et d'envoyer Israël devant la Cour pénale internationale pour répondre de ses crimes de guerre horribles en cours à Gaza. Le soutien irlandais la cause palestinienne n'est pas étonnant. Dès 1980, l'Irlande a été un des tout premiers pays à reconnaître officiellement les aspirations palestiniennes à un État indépendant.

L'affaire de l'utilisation de passeports irlandais par les agents du Mossad, le service de renseignement israélien, qui ont assassiné en 2010 en couver-

ture à Dubaï d'un dirigeant du Hamas, a ajouté à la tension entre Dublin et Tel Aviv. En 2017, le drapeau palestinien sera hissé sur l'hôtel de ville de Dublin pour commémorer les 50 ans de l'occupation par Israël de la Cisjordanie ! Une identification qui a, paradoxalement, d'abord profité à Israël : dans les années 40, la lutte des juifs contre le mandat britannique sur la Palestine et pour sa colonisation a été soutenue par l'Irlande qui a envoyé une équipe de formateurs pour soutenir le futur oppresseur. Mais à partir de 1967, qui marque la colonisation de Jérusalem, la Cisjordanie et la bande de Gaza par les forces israéliennes, cette sympathie s'est vite reportée sur les Palestiniens. Des deux côtés de la frontière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord, de nombreux nationalistes irlandais se sont reconnus dans le combat des Palestiniens, y voyant un parallèle avec leur propre résistance à la violence militaire de l'État britannique. L'Irlande est aujourd'hui un pays prospère ! En termes de richesse par habitant, c'est même le deuxième pays le plus riche d'Europe, derrière le Luxembourg. Une richesse que Dublin entend mettre au service des causes justes à l'image de celle des Palestiniens qui se battent pour leur liberté et indépendance.

La Belgique, une position qui a évolué Au début, c'est l'émotion face à l'attaque commise par le Hamas qui a dominé la réaction politique belge. La ligne était de soutenir sans réserve le droit d'Israël à se défendre. Une position qui plaçait la Belgique dans le camp du soutien au sionisme criminel largement exprimé dans les pays occidentaux. Dans les rangs parlementaires, l'unanimité était loin d'être acquise. Le PTB s'est démarqué dès le début par une position pro-palestinienne affirmée, en refusant de qualifier le Hamas de "terroriste" et de condamner ses actes et faisant de l'occupant israélien comme le principal responsable de la situation.

Puis, la position belge a évolué. La violence disproportionnée de la réaction israélienne dans la bande de Gaza et son impact sur l'opinion publique belge a fait bouger les lignes.

Du droit d'Israël à se défendre, on est passé au rappel du respect du droit international et puis à la demande d'un cessez-le-feu humanitaire. Entre l'aile gauche et l'aile droite du gouvernement, le débat a commencé à se tendre et la position belge s'est faite hésitante.

Mais les images insoutenables de Gaza, le décompte des morts civils, ont poussé le gouvernement à demander officiellement ce cessez-le-feu humanitaire et à relativiser son soutien à Israël qui continue à agir dans l'indifférence de Washington et de ses satellites européennes en véritable entité terroriste tueuse d'enfants, de femmes et de journalistes. ▀

Cause palestinienne

Carrefour Market dans le viseur de BDS

Comme dans nombre de pays arabes, une série de campagnes de boycott, relayées notamment sur les réseaux sociaux, visent des marques accusées de soutenir l'armée d'occupation israélienne et sa guerre génocidaire horrible dans la bande de Gaza. Après McDonald's Maroc qui continue de faire les frais d'un mouvement de désaffection malgré sa grande campagne de communication, c'est au tour de l'enseigne Carrefour Market d'être dans le viseur de BDS (Boycott, désinvestissement, Sanctions). Dans un communiqué, le mouvement demande au groupe Label'Vie, qui détient la franchise de Carrefour au Maroc, de mettre fin à son partenariat avec la chaîne française tout en exhortant les consommateurs marocains, via le hashtag « boycotter c'est résister » de ne plus faire leurs emplettes dans les magasins Carrefour, de les assiéger et de leur remettre des lettres de protestation. La raison ? BDS accuse Carrefour d'être impliqué dans les crimes de guerre perpétrés par Israël à l'encontre du peuple palestinien dans la bande de Gaza. Instigateur, fin décembre 2023, d'actions de protestation devant les enseignes Carrefour à Casablanca et à Salé malgré l'interdiction des autorités locales, le mouvement BDS Maroc veut pousser Carrefour à rompre son partenariat avec deux sociétés israéliennes, Electra Consumer Products et sa filiale Yenot Bitan, qui disposent de plusieurs magasins dans des colonies israéliennes illégales dans les territoires palestiniens occupés. BDS Maroc accuse également Carrefour de soutenir financièrement l'armée israélienne et sa politique de répression et d'occupation. «Carrefour aurait envoyé des colis alimen-



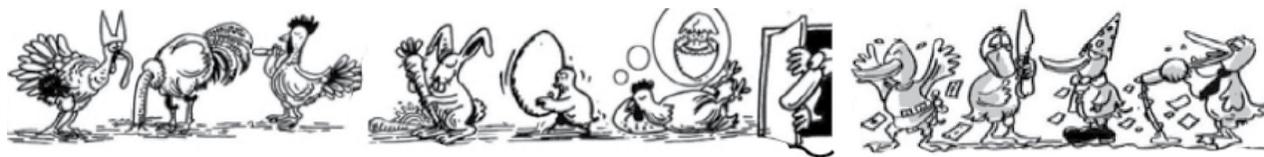
Zouhair Bennani, patron du groupe Label'Vie.

taires et des messages de solidarité aux soldats israéliens lors de l'agression contre la bande de Gaza en 2014, où plus de 2 000 Palestiniens ont été tués et des milliers d'autres blessés», lit-on notamment dans le communiqué de l'antenne marocaine de BDS fondée par Sion Assidon. Dirigé par Zouhair Bennani qui a comme associé Moulay Hafid Elalamy, Label'Vie avait signé un contrat de franchise avec Carrefour en 2019, qui a débouché sur l'ouverture de plus de 70 magasins au Maroc sous l'enseigne de Carrefour Market. En guise de parade à son ciblage par BDS qui l'expose à une baisse du volume de ses ventes et de son chiffre d'affaires, Carrefour Market a mis récemment en place une carte de fidélité virtuelle baptisée «Club Carrefour» qui permet de cumuler des points sur l'ensemble des achats à chaque passage en caisse. Un programme fidélité installé depuis plusieurs années par l'enseigne Marjane qui entend bien profiter de la stigmatisation de son rival pour récupérer une partie de ses anciens clients sensibles aux arguments de BDS et grignoter ainsi des parts de marché dans le secteur de la grande distribution. ▀





Can'Art et CULTURE



Cirque Le World's Top Performers en tournée au Maroc

Inspiré par l'univers fantastique d'Alice au pays des merveilles de Lewis Carroll, ALIS offre une expérience immersive pour tous les âges, durant à peu près deux heures, et sans animaux.

AMINE AMERHOUN

Voilà une nouvelle qui a de quoi enchanter. «Le cirque World's Top Performers» fera une petite tournée au Maroc durant ce mois de janvier, et plus précisément à Marrakech, puis Rabat et finalement Casablanca. La compagnie présentera Alis, un show qui a déjà eu un succès certain hors de nos frontières, ayant déjà attiré plus de 330.000 spectateurs lors d'environ 250 représentations. Des chiffres qui, bien évidemment, parlent d'eux-mêmes... L'aventure du cirque World's Top Performers se poursuit donc au Maroc. Inspiré par l'univers fantastique d'Alice au pays des merveilles, de Lewis Carroll, ALIS, le spectacle en question, offre une expérience immersive pour tous les âges, durant à peu près deux heures, et sans animaux (ce qui est une excellente chose). En outre, la place de l'humain est autrement privilégiée dans ce show. En effet, le fondateur et producteur Gianpiero Garelli a déclaré à nos confrères de 24heures.ch : « Tout est dit dans notre nom ! L'aventure de cette compagnie a démarré avec l'envie de replacer clairement les artistes au centre de la piste. Au-delà des questions financières évidentes qu'il y a à produire un show qui n'implique pas la

grosse machinerie ou les superstructures devenues la marque de fabrique de certaines troupes, je rêvais d'un spectacle sobre, d'une proposition artistique susceptible de remettre sous la lumière le performeur dans toute sa splendeur. C'est comme cela qu'est né « Alis », parce que je souhaitais que le spectateur ne rentre pas chez lui en se souvenant uniquement des décors ». A savoir que le spectacle « Alis, le Grand Gala » a été initié il y a douze ans à la demande du Prince de Monaco pour un gala privé. C'est donc un spectacle digne du Prince de Monaco...

Un spectacle que l'on pourra découvrir le 12, 13 et 14 janvier au Palais des Congrès de Marrakech, le 19, 20 et 21 janvier au Théâtre national Mohammed V et finalement le 25, 26, 27 et 28 janvier au complexe sportif Mohammed V de Casablanca. Au menu, des numéros exceptionnels d'équilibristes, d'acrobates (aériens et au sol), de funambules, de jongleurs, de clowns, de musiciens... de diverses nationalités (France, Chine, Russie, Italie, Taiwan, Canada, Ukraine...). En tout, 24 artistes de talent seront au rendez-vous pour offrir aux spectateurs un spectacle mémorable. Les artistes de la troupe ont performé auparavant aux côtés du Cirque Top Performers, du Cirque du Soleil, au Festival International du Cirque de



Un spectacle qui vaut le détour.

Monte-Carlo, et dans certaines des plus importantes productions internationales à travers le globe, récoltant au passage beaucoup de prix et de récompenses. L'offre et la demande ! Et pour ceux qui se demandent combien ça coûte, les billets sont disponibles sur Billeterie.ma et leurs prix varient entre 350 à 750 dirhams. Par contre, il faut noter que les enfants entre 0 et 3 ans ont un accès gratuit à partir du moment qu'ils sont tenus

dans les bras et que les enfants âgés entre 3 et 10 ans ont droit pour leur part à une réduction de 20%. Ce n'est pas donné mais c'est compréhensible. Gianpiero Garelli affirme : « Le spectacle nous coûte 600.000 euros, c'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas prévoir des tarifs très accessibles, mais nous arrivons à obtenir le juste milieu et le public est au rendez-vous ». En outre, il y aura vraisemblablement une touche marocaine

de prévue. En effet, à chaque tournée (et le spectacle en est à sa 13ème), des modifications sont apportées aux numéros des artistes et aux actes qu'ils devront réaliser. Pour le Maroc, une adaptation du texte est également prévue. Il aura fallu 12 ans pour qu'un spectacle pareil dépose bagage au Maroc, après le passage du Cirque du Soleil à Casablanca en 2012. Un bel événement en perspective !

Entretien avec Gianpiero Garelli, président et fondateur de la compagnie LECIRQUE WOLRD'S TOP PERFORMERS

On est ravis de nous produire au Maroc

Parlez-nous un peu de la naissance de votre troupe et du spectacle Alis...

Notre compagnie est née en 2015 et le premier spectacle que j'ai créé était destiné à un gala privé et non pas pour le grand public. Après plusieurs spectacles de la sorte, on m'a demandé pourquoi je n'adressais pas ce spectacle magnifique au grand public. C'est là qu'on a décidé de le faire et de produire notre premier spectacle à l'attention du grand public en avril 2016. On a fait la première tournée comme test et, ayant été un succès, l'aventure venait de commencer. C'était un véritable succès, même au-delà de nos attentes, avec tous ces spectacles à guichets fermés. Et depuis, nous nous produisons régulièrement, toujours en présence d'un

public enthousiaste et de tout âge.

Parmi les spectateurs, avez-vous déjà eu du beau monde ?!

Le spectacle Alis est arrivé à faire plus de 300 000 spectateurs durant lesquels nous avons vraiment eu beaucoup de grandes personnalités, artistes, politiques de tous les pays dans lesquels nous sommes allés. Le dénominateur commun c'est que notre spectacle plaît au public amateur et à l'expert du spectacle, parce que c'est une Family Show pour tous.

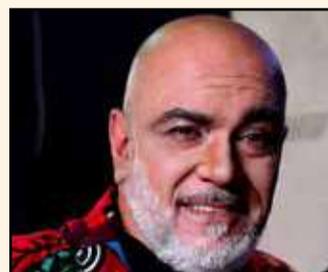
On ne dit que du bien de vos artistes, dans la presse occidentale. Quel est votre secret ?

Tout est dans le nom, soit World's

Top Performers. Jamais aucune compagnie au monde n'a autant rassemblé les icônes mondiales des différentes disciplines du cirque que nous mettons en spectacle. Le grand Franco Dragone, la première fois qu'il est venu nous voir, m'a dit à la fin du spectacle : « Toi tu es totalement fou. Dans aucun show au monde il n'y a jamais eu tant d'artistes de haut niveau réunis ».

A quoi peuvent s'attendre les spectateurs marocains ?

A quelque chose d'unique et d'exclusif. Le talent des artistes, les spécificités de chaque numéro, offrent une expérience incroyable en termes d'émotion, de découverte, de sensation. Il s'agit d'un voyage dans les disciplines du cirque à la



fois les plus spectaculaires, poétiques mais aussi les plus à couper le souffle. C'est un spectacle de 1h45 minutes, sans interruption, sans animaux, avec les meilleurs artistes... Tout est pensé avec grand soin : musique, lumière, danse et grandes performances.

Pourquoi avoir choisi le Maroc, précisément, après vos destinations européennes ?

On nous a mis en contact avec le ministre de la culture du Maroc, on a parlé de l'éventualité de réaliser une tournée au Maroc. C'est là que je suis venu dans votre pays

pour mieux comprendre comment concevoir ce spectacle, et définir s'il était faisable sur les plans logistique et économique. Pour moi, c'était très important de ne pas présenter mon spectacle dans une seule ville, mais de donner la possibilité à un large public d'y assister. Et pour cela, il fallait penser à une vraie tournée. Aujourd'hui, nous sommes là, nous y sommes arrivés. On est ravis de nous produire à Marrakech, Rabat et Casablanca.

Etes-vous déjà venu au Maroc ?

J'ai visité le Maroc plusieurs fois depuis les années 80, et je suis vraiment admiratif vis-à-vis de la grande évolution accomplie. Le Maroc a continué à se développer pour être aujourd'hui un pays encore plus attractif en termes de qualité de services, d'infrastructures, de modernité et bien plus, tout en gardant simultanément sa culture, son mode de vie et ses traditions. ▀



Le MIGRATEUR



Gabriel Attal prend la place d'Elisabeth Borne

C'était annoncé, c'est désormais officiel. Gabriel Attal est devenu mardi 9 janvier 2023 le plus jeune Premier ministre de l'histoire de la Ve République sous Emmanuel Macron.

LAILA LAMRANI

Déjà plus jeune ministre de la Ve République, plus jeune ministre de l'Éducation nationale et désormais plus jeune Premier ministre à 34 ans - il vole le record à Laurent Fabius nommé par François Mitterrand en 1984 à l'âge de 37 ans -, il est aussi le premier chef de l'exécutif à parler sans complexe de son homosexualité.

La nomination de l'ancien ministre de l'Éducation nationale à Matignon met un terme à plus d'un an et demi de gouvernance d'Elisabeth Borne. Ce nouveau chef de gouvernement engendre,



Un jeune Premier ministre qui ne fait pas l'unanimité...

logiquement, aussi de nombreuses réactions. Dans le camp présidentiel, Gabriel Attal est encouragé, encensé et félicité pour ses nouvelles fonctions. Compléée par cette nomination, SOS Homophobie a salué pour sa part le fait qu'« être homosexuel ou gay aujourd'hui ne soit plus un obstacle à l'exercice de fonctions de premier rang », tout en rappelant que « ce qui est important ce sont les

actes ». L'opposition, comme prévu, a livré des commentaires au vitriol, à l'annonce de la nomination de M. Attal.

Jean-Luc Mélenchon a été l'un des premiers à réagir à sa nomination. Le chef de file de la France insoumise (LFI) dénonce le fait que « la fonction de Premier ministre disparaît. Le monarque présidentiel gouverne seul avec sa cour. Malheur aux

peuples dont les princes sont des enfants ». Toujours à LFI, Manuel Bompard estime que la macronie, « minoritaire », « se replie sur elle-même. Attal, responsable du fiasco "Parcoursup", camoufleur de l'affaire Benalla et ministre de l'austérité budgétaire, est promu ».

Le député LFI François Ruffin ne se fait pas d'illusion et prédit qu'après la « vingtaine de 49.3, une réforme des retraites à marche forcée contre les citoyens, contre les syndicats, contre l'Assemblée » sous la gouvernance d'Élisabeth Borne, c'est au tour de « Gabriel Attal de poursuivre l'œuvre macroniste, toujours au profit des puissants, contre la vie des gens ».

Olivier Faure, premier secrétaire du PS, estime de manière assez concise qu'« Emmanuel Macron se succède à lui-même ». « La feuille de route du nouveau Premier ministre : indexer les salaires sur l'inflation, remettre le travail au cœur du projet France », prévient pour sa part Fabien Roussel, secrétaire national du PCF. ▶

Les terroristes israéliens poursuivent leurs massacres de journalistes palestiniens...

L'armée terroriste israélienne continue dans l'immunité totale sa politique d'assassinat de journalistes dans la bande de Gaza.

Hamza Waël Dahdouh, le fils du chef du bureau d'Al-Jazeera dans la bande de Gaza, Waël al-Dahdouh, et Moustafa Thuraya, un vidéaste pigiste collaborant avec l'AFP, ont été tués dimanche 7 janvier 2023 alors qu'ils circulaient en voiture à Rafah, à la pointe sud du territoire palestinien. Un troisième journaliste qui voyageait avec eux, Hazem Rajab, a été grièvement blessé.

Le lendemain, les terroristes israéliens ont encore deux autres journalistes, Abdullah Breis et Mohammad Abu Dayer, lors d'un raid aérien.

Le père de Hamza, Wael Dahdouh, 53 ans, est le visage familial, résistant et courageux de la couverture assurée 24 heures sur 24 par Al-Jazeera des massacres d'innocents



Le journaliste Wael Dahdouh ne cesse d'être endeuillé...

palestiniens, apparaissent presque toujours devant les caméras avec le casque bleu et le gilet pare-balles identifiant les journalistes. Wael Dahdouh, récemment blessé dans une frappe israélienne, est ravagé après le meurtre de son fils. Surtout qu'il avait déjà perdu son épouse et deux enfants dans un

bombardement de Tshalh lors des premières semaines de la guerre génocidaire contre les Gazaouis.

« J'espère que le sang de mon fils Hamza sera le dernier à couler pour les journalistes et les habitants de la bande de Gaza », a-t-il ajouté depuis l'hôpital où il se trouvait, en pleurs, étreignant la dépouille de son fils, entouré de proches et de journalistes. Dans un communiqué, la chaîne qatarie a également condamné « le ciblage par les forces d'occupation israéliennes de la voiture des journalistes palestiniens ».

"Le nombre de journalistes tués depuis le début de la guerre génocidaire dans la bande de Gaza (le 7 octobre 2023), s'est alourdi à 112 après que Abdullah Breis et Mohammad Abu Dayer, deux de nos confrères journalistes ont été tués ce lundi", indique un communiqué du bureau des médias du gouvernement de Gaza. ▶

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4 Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et

Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

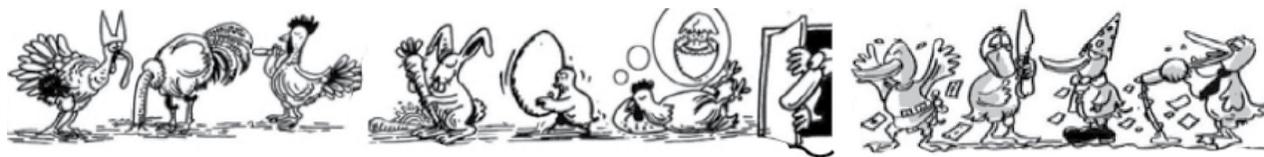
DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Bec et ONGLES



Le patron du PAM Abdellatif Ouahbi

C'est hallucinant



Avec son franc parler fracassant habituel, le patron du PAM Abdellatif Ouahbi s'est exprimé en exclusivité sur le Canard au sujet de l'affaire de trafic de drogue ou sont impliquées deux figures de son parti.

Propos recueillis par LAMRANI LAILA

Lors de la dernière réunion de votre parti vous avez menacé de poursuites judiciaires ceux qui diffament le PAM et salissent son image. Mais elle a déjà été salie par Said Naciri et Abdenbi Bioui, non ?

Je déteste les adeptes du trafic informationnel qui méritent selon moi un châtiment exemplaire. Mes amis Naciri et Bioui sont innocents et même propres comme une djellaba immaculée jusqu'à preuve du contraire. Ce sont des poids lourds du PAM et leur incarcération ne va alléger en rien le poids de notre formation qui reste solide comme un roc de l'Atlas.

Ce que vous dites c'est du lourd. Ils pèsent lourd en matière politique ou de cash ?

Arrêtez vos insinuations peu flatteuses ou je vous fais coffrer immédiatement pour ébranlement de la foi d'un chef politique dans la probité de ses troupes de valeur.

Avouez quand même que des poids lourds d'un parti cofrères pour trafic de drogue et blanchiment d'argent est une affaire pour le moins embarrassante...Le PAM a dû tomber de haut

Je tiens à vous rappeler qu'aucun parti au Maroc ne prend de l'altitude pour tomber de haut. Cela étant dit, il faut savoir que mes paroles ont du poids, font parfois des ravages dans l'opinion car je parle vrai et jamais à la légère. Notre parti avec ses femmes et ses hommes sont au-dessus de tout soupçon et de tout sniff suspect. Au PAM, on ne se shoote qu'à l'intérêt général et au service du pays.

Avez-vous peur pour votre place au sein du gouvernement ?

Il est vrai que certains esprits tordus et en mal de suite dans les idées et qui se posent aux rumeurs se répandent dans les salons que le PAM doit être viré du gouvernement comme un sniffeur de colle. Mais je vous confirme ceci avec toute la lucidité que tout le monde me connaît et reconnaît : Nous y sommes et nous y resterons.

Pas de changement en vue ?

On ne change pas un parti qui gagne... en affaires et en procès spectaculaires. ▶

L'État sioniste devant le CIJ pour crimes de guerre

Le colonisateur israélien est appelé à mener prochainement une bataille très difficile, mais cette fois-ci devant les juges de la Cour internationale de justice (CIJ). Ce n'est pas un pays arabe mais l'Afrique du Sud qui a engagé une procédure auprès de cette juridiction pour « génocide » perpétré par l'État sioniste depuis le 7 octobre à l'encontre des Palestiniens dans la bande de Gaza contre le Hamas, qui a fait, selon le ministère de la Santé du mouvement islamique, au quatrième mois de bombardements sauvages, plus de 23.000 morts, dont une majorité de femmes et d'enfants. Le ministère israélien des Affaires étrangères a riposté dans un communiqué qu'Israël rejetait « avec dégoût » ce qu'il a qualifié de « conspiration de sang menée par l'Afrique du Sud dans sa requête soumise à la CIJ ». « L'argument de l'Afrique du Sud manque de fondement factuel et juridique et constitue une exploitation bon marché de la Cour internationale de Justice », a-t-il affirmé. L'État terroriste, qui n'est pas membre de la CIJ tout comme les États-Unis, sera représenté par le juriste britannique Malcom Shaw, spécialiste du droit international, qui plaidera certainement non coupable. L'Afrique du Sud, qui a suspendu



Un procès qui fera date...

ses relations diplomatiques le 21 novembre avec Israël en raison de ses menées terroristes dans l'enclave de Gaza, estime dans sa requête que « les actes commis par Israël revêtent un caractère génocidaire car ils s'accompagnent de l'intention spécifique requise de détruire les Palestiniens de Gaza ». En guise de défense, Tel Aviv a invité Karim Khan, le procureur général de la CPI, de venir s'entretenir en Israël avec des familles des quelque 130 otages encore détenus par le mouvement de résistance Hamas, accusé par Israël d'avoir tué près de 1.200 Israéliens et étrangers lors d'une incursion prétendument terroriste dans le sud de la Palestine occupée. « Il y a des raisons de

penser que des actions relevant du crime de guerre » ont été commises par le Hamas », avait indiqué Karim Khan. Mais ce juriste n'avait pas pour autant dédouané Israël. Il a notamment expliqué que les obstacles dressés par Israël à l'acheminement de l'aide humanitaire à la population de Gaza, ainsi que les exactions commises à l'encontre des Palestiniens par des colons israéliens extrémistes en Cisjordanie pourraient également être constitutifs de crimes de guerre, sans parler des victimes civiles des bombardements de l'aviation sioniste, massifs, indiscriminés et barbares. ▶

CHAIMAA EL OMARI

Sécheresse

La Catalogne a soif...

Dans le port de Barcelone, un terminal est en cours d'aménagement pour pouvoir accueillir d'ici quelques semaines, des bateaux-citernes remplis d'eau en provenance de Marseille, Tarragone ou encore Murcie. Grâce à ces travaux d'adaptation chiffrés à 5 millions d'euros, chaque jour deux navires de 20 à 40 000 mètres cubes d'eau pourront ravitailler la ville. Impensable il y a encore quelques mois, cette solution d'urgence est désormais envisagée par la Generalitat face à une sécheresse historique, la pire depuis plus d'un siècle. La Catalogne « entrera en état d'urgence sécheresse dans le courant du mois de janvier ». La sonnette d'alarme tirée mardi 9 janvier par le ministre régional chargé de l'Action climatique, David Mascort, n'a surpris personne. Sans fortes pluies dans les prochaines semaines, la région espagnole sera confrontée à une catastrophe hydrique sans précédent. Depuis deux ans, la Catalogne (7,6 millions d'habitants) tente de retarder ce scénario noir en soumettant à des restrictions d'eau les secteurs industriel et agricole, et en appelant à la responsabilité de chaque citoyen. Les jardins publics ne sont plus arrosés et les fontaines ont été mises à l'arrêt. De leur côté, les usines de dessalement et réutilisation des eaux usées tournent à plein régime, permettant de faire baisser plus lentement les réservoirs de la région, désormais à seulement 18 % de leur capacité. La moitié de l'eau coulant dans les robinets de Barcelone provient de ces récentes installations. Mais cette batterie de mesures s'avère insuffisante face à la persistance de sécheresse. Face à ces perspectives alarmantes, la région a pris les devants et a équipé le port de Barcelone pour l'accueil de bateaux-citernes venus du sud de la Catalogne, des Baléares ou de Marseille. La ville pourra ainsi réceptionner chaque jour 40 000 m³ d'eau, l'équivalent de la consommation journalière de 250 000 habitants. Lorsque les réservoirs ne seront plus qu'à 16 % de leur capacité, les permis de construire pour des activités hydriques, comme les établissements touristiques ou les fermes d'élevage, seront gelés. Le secteur industriel est également concerné. En cas de restrictions encore plus drastiques, certaines usines pourraient être contraintes de cesser leur activité. Eau chômage technique ! ▶



Une belle région confrontée à la pire pénurie d'eau de son histoire récente.



Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.

CE QU'IL FAUT CONNAITRE SUR L'EMIR MOHAMED BEN ZAYED AL-NAHIANE

Pour ceux qui ne connaissent pas assez la vie de l'Emir des Emirats Arabes Unis Son Altesse Mohamed ben Zayed Al-Nahiane, un ouvrage dans ce sens vient d'être publié. L'auteur de cette importante publication, Jamal Sanad Al-Suwaidi, est un écrivain Emirati de renommée ayant à son actif une série de publications dans les domaines politique et géostratégique comme il a assumé de multiples responsabilités dont celle de Ministre conseiller au cabinet du Prince. Le titre de cette publication, qui a fait l'objet d'une cérémonie de signature à l'IRES le 2 janvier dernier, est révélateur : « Son Altesse Cheikh Mohamed Ben Zayed Al-Nahiane, éclairages sur la marche d'un homme de l'humanité ». Il ne s'agit donc pas d'une simple biographie chronologique mais plutôt d'une analyse générale des principaux événements dans lesquels le dirigeant des Emirats fut un acteur majeur. Il faut reconnaître de prime abord que la tâche n'est pas facile. Et malgré les précautions méthodologiques que l'on pouvait prendre, on ne pourrait pas échapper à une certaine dose de subjectivité eu égard à la place qu'occupe la personnalité concernée dans le subconscient des gens et les interactions multiples entre le Prince et son milieu.

Comme tout être humain est le produit de son milieu, l'auteur n'a pas manqué d'analyser dans le détail ces interactions et ramifications en étudiant justement le milieu naturel et social dans lequel le prince a vu le jour tout en s'arrêtant sur la solidité des liens familiaux. Bien sûr, il y a l'intelligence innée qui se trouve dans les gènes, et l'intelligence acquise à travers la formation et l'expérience. Pour se hisser à la tête d'un grand pays comme les EAU, 20ème rang mondial sur la base du PIB, il faudrait sérieusement s'y préparer et « travailler » dur. Le Dirigeant des Emirats n'a pas dérogé à la règle : il a suivi une formation dans plusieurs domaines et tout particulièrement dans le domaine militaire tout en restant proche du peuple et des gens modestes.

Dans l'exercice de ses pouvoirs, l'Emir a œuvré à mettre en place une conception propre de l'autorité, longuement analysée dans le chapitre 2 sous le titre « philosophie de la force ». Ainsi, la force, est vue par le Prince, comme une nécessité pour protéger le développement. Mais elle doit aussi aller de pair avec la justice. Celle-ci passe par le développement de l'éducation et une formation de qualité. C'est ainsi que les Universités des EAU sont classées au top 10 dans le monde arabe et dans le premier tiers parmi les 1000 premières universités mondiales. C'est là le secret de la réussite : l'investissement dans l'homme. Le chapitre 3 est consacré à l'action politique intérieure et extérieure. Sur le plan intérieur,



il a été question de déclarer la guerre à l'extrémisme, représenté notamment par la faction des frères musulmans, et de bâtir une société de tolérance. A cet égard, le rôle de l'éducation, encore une fois, est fondamental en considérant la science comme une richesse et un rempart contre les idées obscurantistes. C'est ainsi que le pays a vu naître sous l'impulsion de Son Altesse l'Emir, «le Conseil des Emirats pour la quatrième révolution industrielle», ainsi qu'une série d'Instituts scientifiques et de centres de recherche de renommée mondiale. Ce qui a amené les Emirats à connaître un véritable essor et une transformation économique axée sur la diversification sectorielle et l'investissement massif dans les énergies renouvelables, le numérique et l'intelligence artificielle. L'après-pétrole a bel et bien commencé comme on a pu le

vérifier au cours de la COP28 organisée à Doubaï du 30 novembre au 12 décembre 2023

Au niveau de la politique extérieure, les Emirats, sous l'égide de leur Président, ont opté pour la non-ingérence dans les affaires intérieures et le respect de leurs engagements dans les instances régionales et internationales.

Cette politique extérieure est basée sur les fondements suivants : la réalisation de la sécurité et de la stabilité, l'instauration de la paix, la réalisation du développement et du progrès, la solution des conflits par les voies pacifiques, et enfin la coordination entre les pays amis et frères. Dans ce sens, sont passées en revue les relations avec certains pays relevant de cette catégorie.

Il en est ainsi des relations émirati-marocaines jugées parmi les meilleures historiquement. Rappelant que le Maroc a été l'un des premiers pays à reconnaître l'Etat des EAU, l'auteur a fourni quelques indicateurs chiffrés et concrets sur les échanges bilatéraux entre les deux partenaires.

L'ouvrage se termine, comme l'indique le titre, sur les valeurs humaines (ou humanistes) de l'Emir, considéré comme l'icône de l'action humanitaire tant au niveau local qu'au niveau régional et mondial, et ce en parfaite symbiose avec les traditions du pays et les pratiques de ses prédécesseurs. Le volontariat et la philanthropie font partie des constantes des Emirats. Ces actions sont menées tout en cultivant et développant les valeurs de tolérance, de coexistence et de dialogue aussi bien au niveau du pays qu'entre différentes nations. A cette fin, un certain nombre d'institutions ont été créées afin de promouvoir de telles valeurs.

En lisant cet ouvrage de 270 pages, sans compter les annexes, il est permis d'en tirer quelques enseignements d'ordre général. Tout d'abord, la richesse n'est pas synonyme de développement et de progrès.

Beaucoup de pays disposent de richesses colossales mais faute de projet de société mobilisateur et d'une volonté politique affichée, ils sombrent dans le retard et n'arrivent pas à décoller. Ensuite, le développement ne se limite pas à l'accumulation du capital physique. Mais il passe avant tout par la transformation de la société à travers des réformes de structure et l'élévation du quotient intellectuel des citoyens. Enfin, le développement ne peut être que global : il englobe l'ensemble des indicateurs en intégrant notamment les facteurs non-économiques comme la culture entendue au sens large. En somme, le développement ne se réalisera que lorsque deux conditions sont réunies : un leadership éclairé et un peuple éveillé. ▀

Affaire du trafic international de drogue

Le parquet de Casablanca ordonne une nouvelle enquête

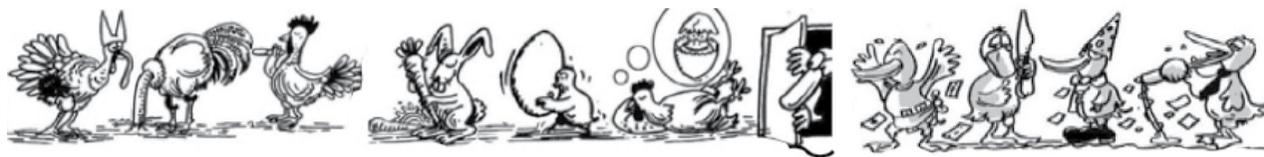
Selon un communiqué du procureur général du Roi près la Cour d'appel de Casablanca diffusé en fin d'après-midi du mardi 9 janvier, le Parquet général près la même juridiction a ordonné l'ouverture d'une enquête suite à la diffusion d'informations erronées sur l'implication de personnalités et d'institutions nationales en relation avec le dossier de trafic de drogue Naciri-Bioui en détention préventive à Casablanca avec 23 autres coaccusés. Cette enquête,

confiée à la BNPJ, a été ouverte « après que le Parquet ait pris connaissance de contenus diffusés sur certains réseaux sociaux imputant des accusations à des personnalités et à des institutions nationales », faisant état de leur implication dans l'affaire liée au trafic international de drogue en question. Objectif des investigations : identifier les personnes impliquées dans la fabrication de ces contenus et leur diffusion. Selon le communiqué du procureur général du Roi, « les informations

relayées par certains articles et sites électroniques (...) sont de pures allégations (...) qui engagent la responsabilité juridique de leurs auteurs au regard des assertions et allégations qu'elles contiennent en attribuant des accusations non fondées aux personnes et institutions précitées, outre les diffamations et l'atteinte à leur réputation ». Une fois l'enquête achevée, les effets juridiques appropriés seront établis à la lumière de ses résultats, conclut le communiqué. ▀



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



La fortune vient en dormant

Un testeur de matelas rémunéré 1.600 euros par mois recherché en France. Les candidats ont jusqu'au 18 mars pour postuler ! Ce job de rêve porte bien son nom ! La marque de matelas Emma recherche un « expert du sommeil » en France. Sa mission : tester des matelas... tout en étant payé, reelaye Grazia. La personne sélectionnée devra tester pendant cent jours (trois mois environ) les produits phares de la marque. Elle devra ensuite faire un retour d'expérience en évaluant, en toute objectivité, chaque produit testé. Pour cette mission, la recrue sera rémunérée 1.600 euros par mois. Les candidats doivent postuler par mail ou via Instagram en envoyant un message à la marque ou en publiant sur le hashtag #emmajobdereve. Pour décrocher le job, « envoyez-nous une vidéo de présentation dans laquelle vous expliquez pourquoi vous seriez le meilleur expert du sommeil pour Emma. Créativité et originalité feront la différence, alors faites-nous rêver ! », précise la marque sur son compte Instagram. Emma a fixé plusieurs conditions au recrutement. Les candidats doivent être âgés de plus de 18 ans et vivre en France métropolitaine. La marque attend de son futur dormeur professionnel du sérieux et de la rigueur ainsi que de bonnes compétences rédactionnelles. ●

Vraie couche, fausses jumelles

États-Unis : une femme accouche de deux filles en même temps. Mais elles ne sont pas jumelles. La jeune maman californienne a eu deux enfants n'auraient pas été conçus en même temps, selon les médecins. Le phénomène de « superfétation » est extrêmement rare. Seulement une dizaine de cas dans le monde Fin février 2021, Odalis Martinez, jeune maman de 25 ans qui habite à San Pablo en Californie, a révélé être tombée enceinte alors qu'elle l'était déjà. Résultat, le 10 août dernier, la jeune femme a mis au monde deux petites filles : Imelda et Lilo, comme le rapporte nos confrères anglais du Daily Mail. « Quand vous allez à votre première échographie, (le médecin) vérifie que tout aille bien et détermine le jour de conception du bébé. C'est à ce moment-là que l'on m'a dit qu'elles avaient été conçues à cinq jours d'intervalles. Je ne savais même pas que cela pouvait arriver », raconte Odalis. Pour réaliser cette estimation, l'obstétricienne de la jeune maman a comparé les tailles des deux fœtus. Lors d'une grossesse, celle-ci augmente suffisamment rapidement pour déterminer une date. Si le phénomène est rare, il n'en est pas moins connu. Il s'agit d'une superfétation. En d'autres termes, lorsqu'une grossesse intervient alors qu'une autre est déjà en cours. Dans la plupart des cas, cela se produit entre quelques jours et quelques semaines après la première fécondation, explique nos confrères anglais. Cette histoire ne serait pas complète sans que l'on précise que, plus tôt, le couple avait vécu une fausse couche, à trois mois de grossesse. « Je me sens chanceuse. Je connais un grand nombre de femmes qui ont tenté de retomber enceinte après une fausse couche, sans y parvenir. J'en avais peur, mais heureusement cela n'a pas été notre cas », se réjouit la jeune femme désormais. ●

Benzema à l'envers

*Si Benzema du Real Madrid a marqué trois buts en 16 minutes contre le PSG (une performance sans précédent dans l'histoire de la Liga), Meikayla Moore, une footballeuse néo-zélandaise, a fait mieux en marquant trois buts contre son camp en une mi-temps et en 36 minutes ! avant d'être sortie avant la mi-temps (40e minute). Cette performance de la joueuse de Liverpool a été inscrite dans les annales du foot féminin lors du match ayant opposé dimanche 20 février la Nouvelle-Zélande aux États-Unis à l'occasion de la 2e journée de la SheBelieves, un tournoi amical. Son calvaire a débuté dès la 5e minute avec une reprise du pied droit dans ses propres filets avant, juste une minute plus tard, une déviation de la tête qui a trompé sa gardienne. Enfin à la 36e minute une reprise involontaire du gauche qui crucifie son équipe. Pied droit, tête et pied gauche, un coup du chapeau parfait. ●



Rigolard



***Un camion de trente-cinq tonnes portant l'inscription « Freins puissants »** arrive à un carrefour au moment où le feu passe au rouge, et s'arrête dans un crissement de freins.

Surprise, la jeune femme qui était juste derrière, au volant de sa petite auto, rentre dans son pare-choc.

Le routier descend de sa cabine, vient vers elle et lui dit :

- Alors, ma poule ! Comment tu fais pour t'arrêter quand je suis pas là ?

***Une femme va chercher à l'aéroport son mari** qui rentre d'un voyage d'affaires aux Etats-Unis.

Alors qu'ils attendent les bagages devant le tapis roulant, arrive une superbe hôtesse de l'air.

- Tiens, fait l'homme, Pamela Palmer vient récupérer sa petite valise...

- Comment sais-tu son nom ? Demande l'épouse.

- C'était notre hôtesse, chérie. Son nom était inscrit sur la porte de la cabine, comme ceux du pilote et du copilote...

- Ah oui ? Très bien ! Tu peux alors me dire le nom du pilote ?

***Dans, l'autobus, un voyageur est en train de lire son journal un article sur la mortalité dans le monde.**

Il lève la tête et dit au type assis en face de lui :

- Vous vous rendez compte ? Chaque fois

que je respire, un homme meurt !

Et l'autre répond :

- Vous devriez changer de dentifrice !

***Blague Friday.** Lors du premier jour, un homme tente d'accéder aux portes d'un magasin. Malgré une file d'attente très importante, il parvient à se faufiler jusque devant l'entrée non sans entendre quelques jurons des personnes présentes dans la queue.

Alors qu'il passait devant une vieille dame pratiquement collée contre la porte d'entrée, elle l'arrêta net, le gifla et refusa qu'il lui passe devant. Voyant le courage de la vieille dame, toutes les autres personnes firent de même et l'homme bousculé en tout sens se retrouva à la fin de la file d'attente.

C'est alors que pris de colère il s'écria en levant une trousseau de clés au dessus de sa tête et hurle : « Et bien si c'est comme ça...j'ouvre pas le magasin ! »

***En Grèce, un touriste veut visiter un monastère** orthodoxe perché au sommet d'une falaise vertigineuse.

On l'installe dans une nacelle accrochée à une simple corde, et en haut deux moines tournent une manivelle pour le hisser.

En cours de route le touriste constate que la corde est complètement usée. Quand il arrive enfin, livide, il demande au moine :

- La corde vous la changez régulièrement ?

- Bien sûr ! Chaque fois qu'elle casse...

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

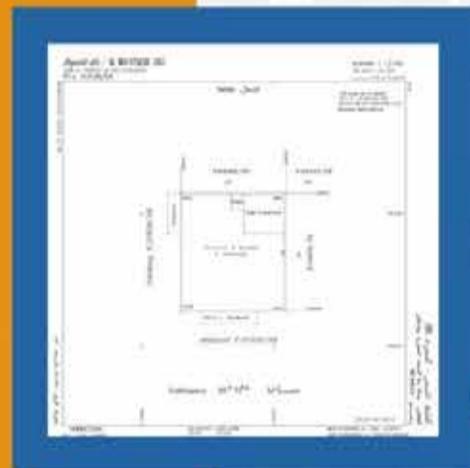
Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerkoutouni
Contactez-nous au 0661177444





**N'hésitez pas
à mettre à jour votre titre foncier
via l'inscription d'actes de cession, filiation,
mise en concordance...**

www.ancfcc.gov.ma